



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 10 - vendredi 24 juillet 2009

Dans ce numéro :

- Un « *été financier* » qui prépare la tempête
- Le NPA dans la bataille pour l'unité
- L'anticapitalisme ou la nécessaire réappropriation du marxisme
- Intégrer la question de l'écologie dans le programme socialiste

Un « *été financier* » qui prépare la tempête

« *Été financier, hiver pour l'emploi* » titre l'éditorial de *La Tribune* du 16 juillet. De fait, alors que les plans sociaux continuent leurs ravages, suscitant la révolte de salariés qui n'hésitent pas à menacer de faire sauter leur usine, à séquestrer les patrons ou à brûler des machines, dans le domaine financier, les « bonnes nouvelles » se succèdent.

D'une façon générale, selon *les Echos*, on assiste à un « *net redressement de la trésorerie des entreprises* ». Plus particulièrement, Continental « *profite des effets* » des plans de licenciements qui ont jeté à la rue 16 000 salariés et « *renoue avec les profits* » ; pour l'équipementier automobile Faurécia, dont les effectifs sont passés de 70 400 à 57 600 en un an, le « *pic de la crise est passé* » et il se sent « *encouragé à poursuivre ses efforts* », autrement dit à préparer de nouveaux plans de licenciement... Aux États-Unis, ce sont les banques, telles Goldman Sachs, JP Morgan ou AIG, sauvées il y a à peine quelques mois de la faillite à coups de milliards de dollars par l'Etat, qui affichent aujourd'hui des résultats insolents et distribuent primes et bonus par millions...

Les affaires semblent donc reprendre, les Bourses continuent, avec des hauts et des bas, leur « reprise » depuis plusieurs semaines. A cela s'ajoute le « signe de reprise » que constituerait l'annonce par l'Insee, ce début de semaine, d'une « *hausse inespérée* » de l'indice de la consommation des ménages au mois de juin. C'est un bluff d'autant plus flagrant que cette « hausse » porte essentiellement sur des équipements électroménagers et l'habillement, dont c'est la période de soldes, et que l'indice ne prend pas en compte les denrées alimentaires... Qu'importe. Tout cela suffit à diverses instances économiques pour y voir le signe que le plus bas de la crise est passé et que la « sortie » est en vue.

Il y a bien entendu le problème du chômage, dont les statistiques officielles ne peuvent pas faire moins que de prévoir qu'il n'est pas près de régresser... La ministre des finances, Lagarde, vient d'ailleurs d'annoncer qu'il allait continuer à augmenter encore pendant de nombreux mois. Mais, nous explique-t-on, après une crise, c'est normal, c'est d'abord la finance qui repart, puis, bien plus lentement, l'activité économique et donc l'emploi. Il faut savoir être patient...

Leur « *sortie de crise* » : récession chronique, chômage de masse, spirale spéculative...

Ils le disent sans fard, sortir de la crise, pour les patrons des grands groupes financiers et industriels, c'est retrouver une rentabilité de leurs investissements productifs qui soit conforme à leurs objectifs. Et cela, en ajustant les capacités de production à un marché solvable qui ne cesse... de baisser du fait de l'extension du chômage, de la baisse des revenus et du durcissement du crédit. Autrement dit en fermant des usines, en licenciant les travailleurs par milliers.

La première des conséquences d'une telle politique, si elle permet de « *redresser la trésorerie* » des entreprises et de restaurer les profits, du moins dans un premier temps, est qu'elle aggrave les conditions mêmes qui ont conduit à la baisse de rentabilité. En jetant des milliers de travailleurs à la rue ou en les soumettant au chômage partiel, elle baisse

Débat révolutionnaire est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

d'autant les capacités du marché solvable à absorber les produits fabriqués. Autrement dit on est dans un cercle infernal : la recherche de « l'équilibre budgétaire » des entreprises, c'est-à-dire de la restauration des taux de profit par « l'ajustement » des capacités de production au marché solvable, génère de fait une nouvelle diminution de ce dernier qui va de nouveau aggraver la concurrence, pousser les prix à la baisse, et donc les profits...

De plus, les profits réalisés produisent des capitaux qui cherchent à s'investir pour générer de nouveaux profits... Mais, dans cette situation de récession chronique, ils ne trouvent pas d'autre terrain d'investissement que celui de la spéculation, accumulant de nouveaux « titres toxiques », préparant de nouveaux effondrements financiers.

Certains groupes font actuellement appel à de nouveaux capitaux, en Bourse ou sous forme d'emprunts obligataires. Mais ces capitaux frais ne serviront pas à créer de nouveaux moyens de production, de nouveaux emplois. Ils sont, pour l'essentiel, destinés à financer des rachats, des restructurations, autrement dit à éliminer des concurrents en les absorbant. Loin d'être le signe de nouvelles embauches, ces grandes manœuvres seront très probablement pour la plupart suivies de restructurations, de nouveaux licenciements, au nom d'« économies d'échelle ».

Voilà ce que nous prépare la politique des gouvernements et des classes dominantes... Une phase de stagnation, voire de récession chronique, avec un chômage de masse sans précédent, tandis que les profits continueront à s'accumuler dans de nouvelles bulles spéculatives, préparant de nouvelles crises financières.

Comme le résume dans sa conclusion l'éditorial de *La Tribune* déjà cité, « la finance n'a de cesse que de revenir au « monde d'avant », suivant en cela sa pente, qui est celle de la nature humaine (sic) ».

Mais, poursuit-il, « les mois prochains pourraient bien contrecarrer ce projet : si la concomitance des bonus à sept ou huit chiffres et des files de chômeurs au moins aussi fournies en zéros se prolonge, ce sera difficilement supportable sur le plan politique. »

Préparer notre propre « sortie de crise »

De fait, face à une situation d'autant plus révoltante qu'elle s'affiche avec plus de cynisme, l'indignation et la colère montent et s'expriment de plus en plus fortement.

Aux États-Unis, les annonces des résultats des banques et du montant des primes et des bonus distribués en dépit des « promesses » d'Obama ont créé une véritable contestation. Une grande partie de la population prend conscience qu'elle a été victime de ce que certains journalistes appellent « le hold-up du siècle ». Un hold-up commis par les banques, avec la complicité de l'État, dans la poche des contribuables.

Cela contribue, avec d'autres déceptions, à écorner l'image d'Obama dont la cote de popularité baisse pour la première fois depuis son élection. Il a bien fait semblant, en les invitant à la Maison Blanche, de convaincre les patrons de JP Morgan et de Goldman & Sachs de se montrer raisonnables dans les distributions de bonus, mais ces derniers ont certainement su lui rappeler, au cas fort improbable où il l'aurait oublié, qu'ils font ce qu'ils veulent de « leur » argent... Dans un commentaire paru dans la presse, Obama a dû se contenter de constater que l'on « n'a pas l'impression que les gens de Wall street aient le moindre remord »... Un piteux aveu public de son impuissance, ou, plus exactement, de sa soumission aux véritables maîtres de l'Amérique.

En France, ce sont les salariés de New Fabris, de Nortell, de SKF, de Michelin, des papeteries Malaucène, la liste s'allonge tous les jours, qui ont décidé, pour se faire entendre et peser sur l'obtention des primes de licenciement qu'ils exigent, d'utiliser les grands moyens en menaçant de faire sauter leur entreprise, en séquestrant leur patron ou encore en brûlant des machines... Le climat général dans lequel se déroulent ces actions fait que certains salariés ont déjà obtenu gain de cause, et que par ailleurs l'État n'ose pas faire intervenir ses flics. Non pas tant par crainte des explosions des bonbonnes de gaz, mais bien par peur de déclencher le « tous ensemble » dont les manifestations du 29 janvier et du 19 mars avaient été l'annonce, et qui n'avait été évité que parce que les grandes confédérations syndicales avaient tout fait pour l'empêcher.

Illustration de cette crainte, un article des *Echos* du 20 juillet, intitulé « La radicalisation des conflits sociaux inquiète la majorité », donne un petit aperçu des états d'âmes des élus UMP face à l'évolution de la situation politique. Faisant référence à ce qu'ils appellent le « chantage à la bonbonne de gaz », certains y voient « les prémices » d'une crise sociale « véritable », presque « insurrectionnelle ». Une situation qui ne peut qu'empirer car « ça fera forcément tache d'huile. Dans une famille, quand on donne une part de gâteau supplémentaire à un enfant qui hurle plus fort que les autres, ça incite les autres à faire pareil » (on appréciera l'image, les ouvriers sont décidément de grands enfants...). Cette situation inquiète d'autant plus ce petit monde que, disent-ils, « on a l'impression que les syndicats ne contrôlent plus des salariés dont l'angoisse est au summum »...

Cette impuissance, que regrettent les députés de l'UMP, des grandes confédérations syndicales à contrôler les actions des salariés - parmi lesquels les militants syndicaux du rang sont des plus actifs - illustre parfaitement la coupure qui s'est approfondie entre les sommets d'organisations syndicales paralysées par leur politique de « dialogue social » et le monde du travail, soumis directement aux conséquences dramatiques de la guerre de classe que mènent patrons et gouvernement.

Les salariés en butte aux licenciements ont compris qu'il n'y avait rien à attendre de la part de ces organisations. Ils prennent directement la défense de leurs intérêts en main, s'organisent, sans attendre, avec leurs propres méthodes. Certains, comme ceux de Chaffoteaux et Maury, se préparent à occuper leur usine tout l'été, pour empêcher le patron de transférer les machines...

L'indignation, la colère, la révolte ne suffisent certes pas à ouvrir en tant que telles la perspective d'une véritable « sortie de crise », du point de vue des intérêts de la population. Elles en constituent pourtant un des éléments essentiels.

Car le problème est posé, dès aujourd'hui, concrètement, à tous les militants du monde du travail, à tous les salariés qui ne renoncent pas à se battre, de faire que ces luttes isolées, radicales, sûres de leur bon droit face à la sacro-sainte propriété privée, débouchent sur un grand mouvement d'ensemble, pour interdire les licenciements, exiger le partage du travail entre tous ; faire que les profits et les bonus scandaleux tirés de la surexploitation des salariés leur reviennent, sous forme d'augmentation significative des salaires.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)

Le NPA dans la bataille pour l'unité

C'est un véritable hallali contre le PS auquel on assiste depuis le mois de juin : un parti presque mort, qui ne serait bon qu'à jeter dans les poubelles de l'histoire... Les petites phrases assassines se multiplient en cette période estivale, à croire que tous les responsables socialistes se sont donné le mot, un peu plus il est vrai parmi les amis de Ségolène Royal...

La dimension politicienne n'échappera à personne. Mais au-delà, il y a un aspect qui n'est pas purement anecdotique ou circonstanciel : partout en Europe et pas seulement en France, la social-démocratie est en crise. C'est une crise profonde et sans doute durable, d'autant plus durable qu'elle reflète un phénomène aux conséquences multiples, l'approfondissement de la crise capitaliste, et l'impossibilité pour des partis gestionnaires, prétendument réformistes, de représenter une alternative. Avec en toile de fond, l'hypothèse de plus en plus probable que la gauche sera incapable de battre la droite pour quelques temps encore.

C'est une situation qui en elle-même n'est ni réjouissante ni catastrophique, mais à l'image de la période et des rapports de force dans la lutte de classe, peut être grosse de possibilités comme de dangers, source de découragement et de démoralisation pour bon nombre de travailleurs qui voudraient encore croire au « moindre mal », voire de fuite en avant sur le terrain de l'extrême-droite après quelques années de répit en France, ou au contraire terrain propice pour reconstruire une issue anticapitaliste susceptible de redonner espoir.

Pour le NPA, c'est une responsabilité considérable qui nous oblige à articuler en permanence politique de front unique et construction du parti, interventions dans les luttes et propositions pour les élections.

Dans les luttes

Sans attendre la rentrée, la question de l'unité se pose de manière urgente, en premier lieu sur le terrain des luttes. Après la séquence de ces six derniers mois, il n'y a pas eu de défaite majeure du salariat. Mais les reculs depuis des années s'accumulent et le bilan de ces derniers mois contribuent inévitablement à renforcer le sentiment qu'il va être difficile de rebondir après tout ce gâchis.

Une difficulté qui se décline de manière particulière pour le NPA si nous voulons éviter le piège des appels souvent incantatoires en direction de partis de gauche même « de gauche » qui ne cherchent nullement à bousculer la stratégie de démobilisation des directions syndicales, tout en sachant que les tentatives à la base pour regrouper les militants les plus combattifs, sans exclusive, rencontrent inévitablement un certain scepticisme du fait de la dispersion et de la faiblesse de nos forces.

La question clé reste celle des licenciements. Des résistances existent, leur radicalité peut inquiéter le gouvernement et le patronat. Mais pour quelques entreprises où les travailleurs obtiennent des compensations financières et une victoire morale face à l'adversité, combien de centaines voire de milliers d'entreprises où les travailleurs n'ont ni la force ni l'envie de menacer de faire exploser des bonbonnes de gaz pour se faire entendre, où la question de la convergence des luttes et de l'interdiction des licenciements se pose plus que jamais avec une force dramatique ?

C'est dans cette situation qu'il importe de formuler avec soin les revendications que nous voulons défendre. Ce qui est juste, ce qui est nécessaire, c'est d'interdire les licenciements et de répartir entre toutes et tous les emplois disponibles par une diminution radicale du temps de travail. C'est une revendication d'une force inouïe qui met en cause le droit des

capitalistes à diriger nos vies, et leur droit de propriété. Mais elle exigerait pour commencer à être appliquée un degré d'organisation et de conscience qui ne peut être porté que par une mobilisation puissante, prolongée, politique, de telle sorte que l'empiètement sur le droit de propriété et l'ouverture des livres de comptes ne soient pas un vain mot, ouvrant du même coup bien des perspectives sur un autre monde possible.

Ce mot d'ordre a été popularisé par l'extrême gauche depuis des années, il rencontre un écho certain. Mais spontanément, ce qu'entend et souhaite la grande masse des salariés confrontés au spectre du chômage, c'est le droit de vivre, le droit à la continuité d'un emploi et d'un revenu, quelles que soient les circonstances.

Cette autre formulation est sans doute bien moins tranchée, source de bien d'ambiguïtés. Elle peut facilement être détournée au profit de projets apparemment plus réalistes, en réalité totalement utopique, comme la « *sécurité sociale professionnelle* » que défend la CGT. Mais aucune formule n'est à l'abri d'un quelconque affadissement institutionnel, l'interdiction des licenciements pas plus qu'une autre, puisque la tentation existe aussi d'en faire un projet de loi...

La voie est donc étroite, avec une seule certitude : on ne fera pas l'économie des luttes et il n'y aura pas de mécanos institutionnels pouvant s'y substituer, même un tout petit peu. Mais l'autre danger, c'est évidemment la tentation jamais absente à l'extrême gauche de partir d'une idée juste pour finir par défendre des revendications ayant pour seul objectif de nous démarquer des autres parce que nous sommes des révolutionnaires.

Il n'y aura donc pas de mot d'ordre juste ou efficace en toute circonstance, mais la volonté opiniâtre de construire l'unité afin qu'émergent des mobilisations réelles, en tapant sur un clou ou deux, pas davantage, mais en tapant réellement de façon prolongée, sans négliger à chaque étape les évolutions de consciences qui peuvent changer rapidement, ce qui suppose de construire jusqu'au bout un rapport démocratique avec la population.

Et dans les urnes

Les luttes, les élections, la construction du parti : ce sont évidemment trois niveaux distincts, où les délimitations ne sont pas les mêmes. On peut rassembler largement dans les luttes, sans préalable, mais pour les élections, c'est déjà la question du pouvoir qui est posée ainsi que nos rapports aux institutions, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout comme dans un parti (ou presque !). Pourtant aucun étage ne mérite d'être ignoré ou opposé à d'autres, surtout dans la situation actuelle.

Le Parti socialiste est mal en point, mais la gauche de la gauche n'est pas forcément en grande forme, avec un mélange d'attente et d'aspiration qui s'exprime régulièrement mais de manière confuse, souvent contradictoire, où le rejet souvent sincère du capitalisme ne dépasse guère le cadre du réformisme antilibéral, où le cadre politique normal est avant tout celui des élections.

Au sein du NPA, il serait sans doute surprenant que l'on puisse se faire des illusions sur la direction du Parti de gauche. Mais c'est une difficulté plus générale qui nous attend, celle de construire de manière cohérente une démarche unitaire qui puisse se décliner à la fois dans les luttes et dans les élections. Du côté du PG, de la Fédération, des Alternatifs, ou du PCF, les rendez-vous sont plus faciles à obtenir même localement quand il s'agit de parler des élections plutôt que d'intervention dans les luttes. A l'inverse, l'intervention des militants de Lutte ouvrière est souvent positive, voire décisive comme dans l'automobile. Mais leur sectarisme reste entier, surtout quand il s'agit du NPA.

Pourtant, quelles que soient les difficultés, nous pouvons difficilement faire l'impasse sur les différents milieux que ces organisations influencent. Or pour convaincre, il ne faut pas uniquement persuader les autres de nos différences mais également de notre sérieux et de notre souci de l'intérêt général. Comment faire sans débattre loyalement des possibilités d'agir ensemble dans tous les domaines, y compris dans les élections ? C'est aux organisations de répondre, et aux militants que nous devons rencontrer partout pour en discuter, ce n'est pas à nous de fermer les portes a priori.

C'est donc sur cette démarche que nous devons prendre le temps de débattre au sein du NPA, pour qu'ensuite on puisse discuter de tout avec les autres, sur les programmes, sur le rapport aux institutions, sur les questions multiples que pose la question du deuxième tour, et même sur les compromis que l'on peut faire ou pas, sans jamais perdre de vue non plus qu'au-delà des partis et de leurs milieux proches, il y a des millions de gens qui doivent pouvoir comprendre ce que l'on fait.

Cela veut dire ne pas se précipiter, et prendre le temps à chaque étape de mesurer ce que nous sommes en train de faire. Mais chaque fois que c'est possible, les révolutionnaires recherchent l'unité, militent pour. Dans la clarté.

Jean-François Cabral

[Au sommaire](#)

L'anticapitalisme ou la nécessaire réappropriation du marxisme

Le NPA a six mois et déjà une riche expérience. Fondé au cœur des grandes mobilisations des premiers mois de l'année 2009, première vague de riposte face à la crise globale du capitalisme, il a immédiatement été confronté à des questions essentielles : quelle politique unitaire, liens entre les mobilisations et les élections, quelle politique dans les syndicats, liens entre parti et syndicat... Autant de questions qui sont au cœur des luttes de classes et de la politique du mouvement ouvrier. A travers ces expériences commence à se forger une conscience commune, à travers aussi les discussions tant sur les bilans que sur la préparation des nouvelles échéances sociales et politiques. L'enjeu de ces discussions, aussi bien internes qu'avec les autres forces de la gauche radicale et révolutionnaire, est de renforcer notre parti, renforcer sa cohérence politique pour en faire un réel instrument efficace des luttes d'émancipation, un instrument pour les travailleurs et les classes populaires.

Répondre à ces nouveaux besoins nécessite une méthode, démocratique au sens où elle ne craint aucun débat, révolutionnaire au sens où elle vise à créer une conscience collective en rupture radicale avec l'ordre établi. Cette méthode, c'est le marxisme.

Mais cette méthode elle-même n'est pas acquise, elle a été caricaturée, déformée, trahie, il nous faut nous la réapproprier en lui redonnant sa force émancipatrice, sa modernité contestatrice face à ceux qui l'ont réduite à des formules, des références, des dogmes.

Le processus même du NPA participe pour ceux qui en son sein se revendiquent du marxisme d'une double démarche : la constitution d'un cadre large et ouvert aux jeunes générations rejoignant le combat politique comme aux moins jeunes aux histoires et aux traditions différentes, pour agir, discuter, formuler une politique et, dans le même temps, la nécessaire réappropriation collective du marxisme pour donner une base solide à ce parti, une base programmatique comme une base sociale au sein du monde du travail.

De ce point de vue, il y a une contradiction au cœur même de la fondation du NPA au sens où cette référence n'est pas explicite dans ses textes fondateurs et laisse la place à une formule imprécise, « retenir *le meilleur de l'histoire du mouvement ouvrier* ».

D'où vient cette contradiction, comment la dépasser ?

Une étape incontournable

De fait l'étape actuelle était, quant au fond, nécessaire à cause des divisions et des échecs du mouvement révolutionnaire et de la crise des organisations issues de la longue période du mouvement ouvrier ouverte par la Révolution russe de 1917. Il n'y avait pas d'autre voie pour engager la construction d'un nouveau parti que d'accepter de se fondre dans un cadre large et ouvert respectant les différentes histoires et héritages politiques des uns et des autres, rompant avec les habitudes des groupes issus de la période d'après 68.

Il fallait oser nous engager dans un processus qui rompt avec notre propre histoire pour mieux en retrouver, en écrire la continuité à travers le débat démocratique avec tous celles et ceux qui ont fait du projet de transformation révolutionnaire de la société leur propre projet, d'où qu'ils viennent.

Nous ne sommes pas des doctrinaires qui rejettent ou condamnent la réalité si elle ne correspond pas à leurs anciens schémas. Le cours de l'histoire n'est pas linéaire et connaît des chemins complexes...

Cette étape était nécessaire à condition bien sûr que les principes fondateurs du nouveau parti définissent une démarche qui non seulement ne soit pas contradictoire avec une démarche marxiste mais la reprenne pour l'essentiel : critique radicale du capitalisme dont les contradictions sont grosses d'une nouvelle société, le socialisme, pour définir une politique transitoire posant la question du pouvoir et la nécessité d'un parti comme instrument de cette transformation révolutionnaire.

Cette situation renvoie à une faiblesse du courant marxiste dans sa diversité : aucune des différentes tendances du marxisme n'a été capable de devenir elle-même un cadre politique permettant d'engager la bataille pour un véritable parti anticapitaliste et révolutionnaire réellement lié aux masses répondant aux besoins et aux possibilités de la nouvelle période. Façonnées par la période aujourd'hui close où dominait le stalinisme, les différentes organisations n'ont pu ou ne pouvaient accomplir par elles-mêmes le saut qualitatif nécessaire sans accepter de se dissoudre dans un cadre plus large. Le grand mérite de la Ligue est d'avoir osé.

Le premier pas réalisé, loin de chercher à reconstruire, sous une forme ou sous une autre, les vieilles tendances, il s'agit de discuter, de répondre à de nouvelles questions à travers les débats collectifs du parti. Cela suppose que nous sachions à la fois prendre notre place dans le travail collectif à tous les niveaux de responsabilité tout en nous donnant les moyens d'élaborer et d'exprimer nos propres appréciations, voire divergences, sans en faire pour autant des points de clivage. Faire fructifier notre capital politique tout en construisant des cadres larges de regroupement.

Une fraction marxiste ?

Certains camarades pensent que la constitution d'une fraction révolutionnaire au sein du parti était nécessaire de la même façon que d'autres pensaient que les militants de la IV auraient dû se regrouper en association-fraction.

C'est aussi la discussion avec nos camarades anglais du SWP, voir les articles d'Alex Callinicos et de François Sabado dans *Critique communiste* n°189. Alex Callinicos y pointe du doigt notre contradiction et souligne l'effort « *considérable pour former dans la tradition marxiste révolutionnaire les nouveaux militants gagnés au NPA* ». Effort qui à lui seul nécessiterait la constitution d'une tendance. Le problème est bien réel Il renvoie à la compréhension même que nous avons du marxisme ainsi que des causes qui ont engendré une telle situation.

La démarche qui a prévalu pour les camarades qui animent *Débat révolutionnaire* a été de s'insérer dans le processus en cherchant à chaque étape à dégager l'essentiel qui regroupe et unit sur des bases anticapitalistes pour, dans le même temps, travailler à faire avancer la conscience collective du parti à travers sa propre expérience, en nous incluant bien sûr dans ces évolutions

Cette démarche est aussi une méthode de travail pour rompre avec une conception dogmatique du marxisme qui paralyse ou écarte.

La tradition marxiste qu'évoque Callinicos renvoie à une période qui est close, celle ouverte par la révolution russe. Les problèmes se posent en d'autres termes, l'objet de notre discussion est de les définir en gardant un regard critique sur nous-mêmes.

L'analyse des causes de l'échec des courants trotskystes à se transformer en courant de masse est nécessaire pour tenter de définir les objectifs de notre travail actuel : il y a les conditions objectives, le recul du mouvement ouvrier, mais parallèlement aussi les conceptions héritées de ce passé, les habitudes militantes, une compréhension par trop formelle du parti, de sa construction, de l'usage des références historiques souvent transformées en recettes...

On ne voit pas comment un si long recul historique n'imposerait pas, face à une nouvelle période, une véritable renaissance du marxisme.

Il y a un constat d'échec de l'extrême-gauche trotskyste, marxiste, à devenir de réelles organisations de masse et cela alors même que les conditions historiques qui ont prévalu à notre isolement par rapport à la classe ouvrière ont disparu.

On ne peut se contenter d'invoquer ces conditions objectives, le recul, comme le fait LO pour masquer son propre échec.

Mais une autre erreur serait de croire que le NPA pourrait réaliser ses objectifs, devenir un parti de transformation révolutionnaire de la société, sans se réapproprier collectivement les idées du matérialisme militant.

Ce serait évacuer nos propres responsabilités dans les échecs passés, abandonner tout esprit critique pour tomber dans un éclectisme sans boussole ni colonne vertébrale. Bien au contraire, nous devons passer au crible de la critique nos propres conceptions et raisonnements pour nous réapproprier la méthode marxiste afin d'être en mesure d'apporter les réponses aux questions que pose au mouvement ouvrier la crise globale et mondialisée de la domination des classes bourgeoises.

La théorie vivante des luttes d'émancipation

Le marxisme n'est pas un dogme ou une série de références programmatiques conçues comme autant de points de délimitations sur les textes « historiques ». Le marxisme est la théorie vivante des luttes d'émancipation, une méthode pour analyser, penser les conditions mêmes de la lutte, agir.

Du fait de la domination du stalinisme, le marxisme révolutionnaire est longtemps resté trop souvent extérieur à la classe ouvrière. Ses militants ont pris l'habitude de penser en conseillers, en dénonciateurs des trahisons, en gardiens du temple d'une orthodoxie autoproclamée et cela jusqu'à la caricature ou alors, bien souvent, ont trouvé leur place au sein des appareils.

Personne n'a pu y échapper, c'est un fait historique qui vérifie à quel point les idées ne peuvent s'élever au dessus de l'activité pratique du mouvement réel.

Pour les marxistes eux-mêmes, militer dans un parti large, intégrant d'autres traditions, d'autres courants, d'autres histoires, est un besoin, une étape de fait indispensable pour sortir des réponses dogmatiques et reformuler leurs idées.

La nouvelle période dans laquelle le monde est entré contraint chacun à un retour critique sur lui-même dans le même temps qu'elle crée les conditions d'une renaissance du marxisme comme théorie révolutionnaire.

Si on schématise la façon dont le marxisme est perçu aujourd'hui, on peut noter deux points de vue : l'hommage au Marx du *Capital* dont les analyses du capitalisme prouvent la pertinence, opposé au marxisme après Marx, pêle-mêle, Lénine, Trosky, Staline, Mao... Marx disqualifié en tant que penseur des luttes d'émancipation. C'est bien à la conception du marxisme comme théorie et pratique des luttes d'émancipation à laquelle il s'agit de redonner sa force créatrice, subversive.

Comme le proposaient Marx et Engels dans *L'idéologie allemande*, il faut appeler « *communisme le mouvement réel qui abolit l'ordre actuel* », c'est ce mouvement réel qu'il s'agit de comprendre, de décrire, d'anticiper pour œuvrer à ce que les opprimés deviennent eux-mêmes acteurs dans ce mouvement réel...

Cela implique d'oublier les conclusions issues de la période antérieure pour mieux les actualiser dans le nouveau contexte historique dans lequel nous agissons. Vaste travail qui a comme cadre naturel celui du parti, de ses débats en fonction des besoins de sa propre activité comme des discussions avec les autres courants qui se revendiquent du mouvement ouvrier, de la gauche radicale. La conception marxiste, loin de s'affirmer de façon négative, conquiert les esprits par sa capacité d'analyse, sa capacité à donner une expression commune aux mille et une révoltes que provoque la crise chronique de la domination de la classe capitaliste, en conséquence, par sa capacité, pour paraphraser Marx, à représenter en permanence les intérêts généraux du mouvement.

La place du NPA dans l'histoire du mouvement ouvrier

La tâche ambitieuse à laquelle nous voulons participer résulte du sens même de la fondation du NPA comme une réponse à la crise du mouvement ouvrier, de la place qu'il prend du point de vue de l'évolution de ce dernier.

Il est l'aboutissement des évolutions accomplies depuis le début des années 90, suite à l'effondrement du stalinisme dans le cadre de l'offensive libérale et impérialiste, pour être, à peine né, confronté au brutal basculement du monde dans la crise endémique de la domination des classes bourgeoises. Cette place dans l'histoire de la fondation du NPA, les caractéristiques de la période définissent nos tâches, la mue politique que le courant marxiste a à accomplir. La lutte politique, ses objectifs ne se définissent pas en fonction de simples buts immédiats électoraux ou revendicatifs mais bien par rapport à l'histoire des luttes d'émancipation en lien avec le développement du capitalisme dans la perspective du socialisme. Celle-ci n'est pas une proclamation de foi, un but idéal, elle est inscrite dans la marche réelle de l'humanité.

De là découle une vision stratégique du processus de construction du NPA qui associe défense et illustration du marxisme à travers le processus de construction d'un nouveau parti, des luttes de classe dans le développement même de la crise du capitalisme, combinées à une politique d'alliances, de front unique, de regroupement, de discussions publiques et larges. C'est ainsi que le NPA pourra se constituer en parti de transformation révolutionnaire, instrument des luttes et de l'auto-organisation des exploités.

De fait, à peine né, le NPA, enfant des évolutions accomplies ces dix dernières années, doit vigoureusement s'affirmer, conquérir son influence dans les premières tempêtes de la crise.

S'appropriier le meilleur de l'histoire du mouvement ouvrier, une formule ou une politique

L'objectif d'offrir un cadre militant ouvert à tous les anticapitalistes impliquait d'intégrer dans nos raisonnements les différentes histoires et traditions. C'est la fonction de la formule s'appropriier le meilleur de l'histoire du mouvement ouvrier. Par delà cette première fonction, la formule définit une politique qui vise à s'approprier toutes les expériences dans leurs richesses et leurs diversités par delà les références idéologiques des acteurs eux-mêmes. Il ne s'agit pas de s'adapter passivement à un éclectisme, ce qui aboutirait nécessairement à des divisions, mais bien de travailler à un processus de fusion, d'intégration des différentes expériences à travers lequel pourra se forger une pensée collective. Le NPA n'est-il pas une sorte de melting-pot politique au sein duquel se forge une nouvelle conscience ?

Il ne s'agit pas uniquement d'un travail universitaire ou de formation même si celle-ci est indispensable mais bien d'un travail pratique et concret directement liée à la lutte de classe réelle, telle qu'elle se déroule, à l'intervention des militants ouvriers et qui intègre dans un même mouvement travail d'élaboration, intervention concrète, pratique, militante.

Chaque comité participe à son niveau à cette tâche, lieu de formation par les discussions d'actualité, les choix d'orientation dans nos différentes interventions, en aidant chacune et chacun à s'approprier une culture marxiste.

C'est à travers ce travail, au rythme du développement réel du mouvement que pourra être redéfini le contenu de la révolution à venir, de la démarche transitoire, de la question du pouvoir, de la destruction de l'État bourgeois... Le contenu moderne que l'on peut donner à ces notions ne peut se trouver dans les seuls cerveaux des révolutionnaires sans relation avec l'activité de la classe ouvrière. En son temps, Marx n'a-t-il pas trouvé l'idée de l'État commune dans l'expérience même de la lutte, celle de la Commune de 1871 ?

L'ensemble de ce travail est sous-tendu par l'analyse et la compréhension de la crise, de sa spécificité, de son évolution, de ses implications pour le mouvement ouvrier, son programme, ses luttes. L'occasion de réintroduire dans les analyses économiques la lutte de classe, la critique de la politique de la classe dominante.

Loin du sectarisme, porter les intérêts généraux du mouvement

La crise que traverse le monde n'est pas seulement celle de la domination des classes capitalistes, elle exprime aussi un recul profond des rapports de force et entraîne une remise en cause des idées et des conceptions héritées de la période antérieure. La crise des vieux partis issus de cette période appelle une politique capable d'offrir une perspective aux travailleurs désorientés, à la jeunesse. Cette politique ne saurait se contenter d'une simple défense de notre programme, l'affirmation de la continuité du combat pour le socialisme et le communisme. Elle doit répondre aux aspirations unitaires, mener publiquement le débat avec les autres forces dans le but de contribuer au regroupement des forces qui veulent rompre avec le capitalisme, de tous celles et ceux qui, eux aussi, entendent assumer la continuité du combat pour le socialisme, le communisme. L'effondrement des partis de l'ancienne Union de la gauche, le PS et le PC, rend cette politique unitaire d'autant plus indispensable.

Pour la première fois depuis longtemps, le courant révolutionnaire est en mesure de formuler et de mettre en œuvre, par lui-même, une politique de front unique.

Un parti ne se construit pas uniquement par auto-affirmation mais à travers une politique qui combine nécessairement politique de front unique et défense de ses propres positions. Le débat avec les autres forces suppose une politique à leur égard qui ne relève pas de la simple dénonciation ou critique. Comment la mener ? Comment articuler discussion autour des perspectives générales et action unitaires pratiques, comme en définir le cadre commun, quel compromis ?... Autant de questions ouvertes qui ne connaissent pas de réponses toutes faites.

Le marxisme comme instrument d'organisation sur les lieux de travail

L'ensemble de ce travail ne prend son sens que par rapport à la lutte de classe réelle et, donc, par rapports aux possibilités de la classe ouvrière d'y jouer un rôle, d'y intervenir avec sa propre politique. Croire que tout se déduit de la théorie, du simple débat d'idées sans rapport avec une activité pratique et concrète dans la lutte de classe ne relève-t-il pas d'une conception idéaliste ?

Répondre aux besoins de la classe ouvrière, de ses luttes définit l'axe du travail des marxistes. Ne se contente-t-on pas trop de discuter de l'intervention dans la classe ouvrière au lieu de discuter de l'intervention de la classe ouvrière ?

Tout notre travail politique participe de la formation d'une conscience de classe à partir d'une claire compréhension de la politique de l'adversaire en la décrivant à partir de l'expérience des plus larges masses. Le parti n'est-il pas, en dernière analyse, l'expression organisée de cette conscience ?

Au cœur de cette activité, se trouve la question pratique de l'activité syndicale, de notre politique par rapport aux bureaucraties, les rapports entre parti politique et syndicat. Ces questions sont éminemment pratiques et doivent être abordées d'un point de vue pragmatique en libérant les cerveaux des débats passés focalisés par la subordination de la CGT à l'appareil stalinien.

Le NPA n'est pas un supersyndicat mais bien un parti de transformation révolutionnaire, instrument pour les luttes d'aujourd'hui et de la lutte pour le pouvoir demain, un parti dont les militants, partout où ils agissent, défendent la même politique, la soumettent à la discussion démocratiquement.

La discussion sur les débats tactiques suppose de s'affranchir de ces derniers pour assumer notre propre politique de parti des luttes, dont les militants défendent les orientations, les revendications là où ils militent, dans les organisations syndicales en mettant en avant la nécessité de l'auto-organisation

La démocratie au cœur de la philosophie marxiste

Là est bien le fond de la question, l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, et le marxisme est un instrument pour analyser l'évolution des conditions objectives pour mettre en exergue tout ce qui renforce la classe ouvrière, lui donne les moyens de son émancipation, pour agir afin de favoriser l'émergence d'une conscience révolutionnaire, c'est-à-dire la conscience que les intérêts des classes populaires, de l'humanité elle-même, sont incompatibles avec la domination de la bourgeoisie, de la propriété privée.

Travailler à une renaissance du marxisme, c'est redonner sa place à la démocratie au cœur même du processus révolutionnaire, le socialisme par en bas, une démocratie révolutionnaire, l'intervention directe des travailleurs, des classes populaires sur le terrain où se décide leur propre sort, la lutte contre la bureaucratie en renforçant l'activité même des masses.

La réappropriation du marxisme passe par un point essentiel, la rupture avec les conceptions du parti « par en haut », parti d'avant-garde substitutiste, pour penser le parti, son action, son évolution, sa politique comme participant de la perspective de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, le parti comme processus d'auto-organisation des exploités. Cette idée est contenue dans la construction du NPA conçue comme un processus mais ce processus n'a aucun automatisme. Il appartient aux acteurs mêmes du processus de le penser pour définir clairement son but et son

contenu, d'une certaine façon, c'est cela le marxisme : le mouvement n'est pas tout, il doit se penser lui-même, devenir conscient de ses buts et moyens, s'organiser...

Les marxistes agissent au cœur même de ce processus, armer le NPA en se réappropriant eux-mêmes le matérialisme militant c'est d'abord et avant tout contribuer à faire vivre la démocratie par nos propres initiatives.

Aujourd'hui, plusieurs courants informels se retrouvent au sein du NPA, un courant plus antilibéral qu'anticapitaliste, un courant issu de l'écologie politique, un courant de sensibilité anarcho-syndicaliste, un courant divisé entre diverses sensibilités issues des vieilles organisations trotskystes... Ces tendances ne sont, dans la grande majorité, pas constituées. Le courant marxiste sera utile au développement du NPA s'il est à même de jouer un rôle démocratique et révolutionnaire c'est-à-dire de faire vivre le débat pour fédérer, unifier, homogénéiser le parti en contribuant à l'élaboration d'une conception globale qui refonde la perspective du socialisme et du communisme. Notre rôle n'est pas de ressasser de vieilles formules ou de les disséquer à l'infini, mais bien de donner un contenu, une perspective commune aux révoltes engendrées par la crise des classes dominantes.

Nous avons un défi à relever, être le courant d'idées le plus ouvert, le plus démocratique, le plus responsable à l'égard de l'ensemble du parti tout en étant le plus influent parce que le plus efficace pour la défense de nos perspectives communes.

Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)

Intégrer la question de l'écologie dans le programme socialiste

La question de l'écologie suscite de nombreux débats parmi tous ceux qui militent pour un projet de transformation révolutionnaire de la société.

S'il semble acquis pour tous que l'ampleur de la crise écologique en fait une question centrale, s'il est clair qu'il n'est plus possible de faire de l'écologie un supplément d'âme d'un programme socialiste... la discussion reste ouverte et nécessaire sur comment intégrer, en opposition à l'écologie moralisatrice des partis institutionnels, la critique écologique dans ce qu'elle a de plus subversif, à notre combat anticapitaliste, à notre perspective socialiste.

Pour certains camarades la nécessité de prendre en compte les conséquences de la crise écologique devrait conduire à une intégration de l'écologie politique au programme socialiste, en rejoignant le courant « écosocialiste ». C'est ce qui a été défendu au congrès de fondation du NPA dans le débat autour du mot même d'écosocialisme.

Le débat ne porte pas sur le fait de savoir s'il faut ou pas intégrer les données de l'écologie à notre critique du capitalisme. Rajouter le préfixe « éco » signifie rejoindre un courant politique, l'écosocialisme, qui a sa propre existence et qui se définit pour reprendre une formulation de Michael Löwy comme « *un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme - tout en le débarrassant de ses scories productivistes.* »

Cela pose deux problèmes, d'une part le problème de définir ce qu'est réellement l'écologie politique en tant que courant et son apport et, d'autre part, le problème que certains camarades semblent confondre le bilan du socialisme réel, des régimes staliniens, des régimes nationalistes prétendument socialistes avec la critique marxiste du capitalisme.

« Ecosocialisme », actualisation du marxisme ou concession à l'écologie politique radicale ?

L'expression « *écologie politique* » a toujours été volontairement confuse. Utiliser le nom de ce qui est avant tout une science pour désigner un courant politique a toujours permis aux courants se revendiquant uniquement de l'écologie politique de prétendre se situer au-dessus des clivages politiques traditionnels et de ne pas se situer sur le terrain de la lutte des classes et de la critique du capitalisme. La grande majorité de ces courants et partis, souvent très institutionnels, acceptent globalement le cadre du capitalisme et n'ont d'autres perspectives que de s'en remettre aux bons vouloirs des dirigeants et de leurs administrations. Cela revient au final à s'aligner sur un « *capitalisme vert* » dont tous les gouvernements se font maintenant les champions.

Le courant écosocialiste est né, en réaction à cette écologie institutionnelle et bien pensante, de la volonté de lier le combat écologique et le combat social, démarche sur laquelle on ne peut que se retrouver. Mais quand ces camarades discutent de réactualiser notre projet d'émancipation en introduisant « à part égale » l'apport des courants écologiques et du celui du marxisme, ils introduisent en réalité beaucoup de confusion politique. Car plus qu'une actualisation du marxisme, cela revient avant tout à faire des concessions aux courants radicaux de l'écologie politique qui, aussi radicaux soient-ils, se situent pourtant sur un autre terrain social que celui de la lutte des classes. Le débat le plus ouvert

est certes nécessaire avec tous les courants en rupture avec cette société et ses institutions, mais il nous faut le mener jusqu'au bout, sans concessions, pour dégager ce qui peut nous rassembler.

Les textes et manifestes écosocialistes en restent trop souvent à une analyse superficielle du capitalisme parce qu'ils restent prisonniers de la critique du seul productivisme que font les courants défenseurs de la décroissance. La « déclaration écosocialiste de Belem » définit ainsi le capitalisme : « *Son seul moteur est l'impératif de profit et le besoin d'une croissance sans fin* ». Cela introduit une confusion entre la course au profit c'est-à-dire l'accumulation sans fin de capital, et la croissance économique qui reposerait sur un productivisme à combattre, or ce n'est pas la même chose.

Les courants de l'écologie radicale critiquent le productivisme sur la base d'une condamnation « éthique » de la société de consommation, et ne se situent donc pas sur le même plan que la critique marxiste du capitalisme et de ses contradictions. Si, comme le proposent les camarades de l'écosocialisme, il faut lier la crise écologique au capitalisme, alors il faut l'intégrer à l'analyse des contradictions fondamentales du capitalisme.

La crise écologique conséquence de la fuite en avant du capitalisme face à ses contradictions fondamentales

Ne voir que le caractère productiviste du capitalisme pour expliquer la crise écologique est extrêmement réducteur. Le productivisme est un des aspects du capitalisme, mais tout comme l'organisation méticuleuse de la pénurie, la destruction des forces productives à d'autres moments ou en d'autres lieux car ce qui importe, pour les capitalistes, c'est l'accumulation de capital et pas forcément une croissance économique reposant sur une production sans fin.

La crise écologique et l'incapacité du capitalisme à y faire face sont la conséquence de sa contradiction fondamentale décrite dès l'origine par Marx : la contradiction entre une production qui est sociale et donc potentiellement quasi-illimitée, et une appropriation qui, restant privée, met cette production au service d'un seul but : l'accumulation du capital.

A cause de cela le capitalisme n'est pas capable de soutenir un développement illimité de la production ni de la croissance car il se heurte régulièrement aux limites du marché. Il est toujours rattrapé par ses contradictions internes qui ne peuvent qu'éclater en de multiples crises : crise économique, sociale, politique, écologique. Et même dans ses périodes d'expansion, il s'est toujours développé en accentuant les inégalités, en ne faisant que préparer les conditions de nouvelles crises.

Du fait de cet amalgame entre capitalisme et productivisme, les camarades du courant écosocialiste en arrivent à la conclusion que la crise écologique actuelle traduirait une nouvelle contradiction entre le capitalisme, son productivisme et les limites « naturelles » des ressources de la Terre. Une contradiction finalement entre le capitalisme et la Terre, contradiction que Marx aurait ignorée.

Plus qu'une nouvelle contradiction, l'accentuation actuelle de la crise écologique est la conséquence de la fuite en avant du capitalisme pour surmonter sa contradiction fondamentale... La conséquence de la mise en œuvre des solutions capitalistes pour repousser les limites du marché et poursuivre l'accumulation sans fin du capital. C'est cette fuite en avant qui pousse le capital à tout transformer en marchandises, des gènes au « droit de polluer », pour trouver de nouvelles sphères d'investissement et ainsi s'accaparer tout ce qui peut être source de profits. C'est cette fuite en avant qui le rend incapable de réagir face au cri d'alarme des scientifiques autrement qu'en y voyant de nouvelles opportunités de valorisation du capital.

Avec la mondialisation, et la mise en place d'un marché mondial sans barrières, sans contraintes, le capitalisme a généralisé ses contradictions à l'échelle de toute la planète, entraînant une crise globalisée dont la crise écologique est une des conséquences. La mondialisation, c'est la généralisation du rapport d'exploitation capitaliste mais certainement pas, comme certains anti-productivistes le croient, la perspective d'une généralisation du mode de vie des pays industrialisés à toute la population mondiale. Ce qui se généralise, c'est l'explosion de toutes les formes d'inégalités.

C'est en cela que le spectre du productivisme, s'il n'est pas intégré à une analyse plus poussée du capitalisme et de ses contradictions, ne permet pas de réellement articuler le combat écologique et le combat anticapitaliste... Or les camarades qui se revendiquent de l'écosocialisme en viennent ainsi à se dire tout autant anticapitalistes qu'anti-productivistes, ce qui est avant tout un renoncement à pousser jusqu'au bout l'analyse des contradictions du capitalisme.

Dans le débat nécessaire avec les courants et les mouvements de l'écologie radicale, comme les « *objecteurs de croissance* » qui se disent anti-productivistes et pour la décroissance, il est tout à fait légitime de partir de leur critique radicale d'un certain mode de vie qui est effectivement la conséquence du productivisme engendré par l'anarchie capitaliste. Mais ce que nous pouvons leur apporter dans le débat c'est leur montrer la nécessité de pousser leurs analyses jusqu'à la compréhension plus globale des contradictions internes du capitalisme, qui en font n'ont pas tant un mode de production productiviste mais surtout un mode de production incontrôlable par la raison, car incapable de la moindre planification sur le long terme.

La principale différence d'approche que nous avons avec ces courants est qu'en ne liant pas leur combat à une critique du capitalisme, ils ne peuvent formuler d'autres solutions que celles passant par une remise en cause des comportements individuels, d'un certain mode de vie, avec au mieux la volonté de vivre en marge de la société capitaliste. D'où leur absence de volonté de rechercher comment articuler le combat écologique et la lutte des classes, d'où l'absence d'une remise en cause du capitalisme qui reste finalement pour eux un horizon indépassable.

Et ce n'est pas aider à la clarification de ce débat important que de faire semblant que les deux approches soient complémentaires, qu'il s'agirait d'être à la fois anticapitaliste et anti-productiviste pour reprendre l'expression du camarade Corcuff lors du deuxième *Contre-Grenelle*, « *Non au capitalisme vert* », organisé par le journal *La Décroissance* en mai dernier à Lyon... en parlant même de la révolution culturelle anti-productiviste que les anticapitalistes devraient faire.

La crise écologique, révélateur de l'impasse du capitalisme et de la nécessité d'une planification démocratique et socialiste

Le caractère subversif, radical, de la critique écologique est que, poussée jusqu'au bout, elle oblige à penser dans sa globalité le rapport entre la société humaine et son environnement, la Terre, elle oblige à poser la question des fondements même de toute l'organisation sociale... C'est une question centrale qui permet de développer nos analyses sur l'impasse du système capitaliste, de montrer la nécessité de dépasser ce mode de production incapable d'être le cadre d'une gestion rationnelle et démocratique à l'échelle de la planète. A partir des données les plus modernes de la science écologique, cela permet d'argumenter sur le fait que le capitalisme s'oppose à toute forme de planification et donc s'oppose à la prise en compte des recommandations des experts du climat, fussent-ils mis en place par les gouvernements et décorés du prix Nobel. Cela permet de faire la démonstration de l'incurie des classes dirigeantes, de leur étroitesse et de leur égoïsme de classe que révèlent leurs solutions étriquées et « rentables » face aux problèmes soulevés par la communauté scientifique et tous les mouvements écologiques.

Mais cela implique de ne pas s'excuser d'être socialiste et donc écologique, cela implique de ne pas faire de concession aux courants peut-être radicaux mais qui n'intègrent pas leur critique écologique à une vision plus globale du combat pour l'émancipation. Intégrer la question écologique à notre programme implique, non pas de venir sur le terrain anti-productiviste de l'écologie politique radicale, mais bien plutôt de revenir à l'analyse des contradictions fondamentales du capitalisme et à leurs conséquences. Cela passe par actualiser le marxisme, en le débarrassant de toutes ses caricatures staliniennes, social-démocrates, ou maoïstes, de régimes qui ont été effectivement productivistes jusqu'à la caricature, pour retrouver toute la radicalité de la critique de fond du capitalisme, celle faite par Marx dès le XIX^{ème} siècle.

Intégrer la question écologique à l'anticapitalisme implique de dépasser l'analyse simpliste et caricaturale que le capitalisme repose sur une croissance sans fin, sur un mode de vie qui se généralise à toute la planète... qui conduit certains à inventer une « nouvelle contradiction » entre le Capital et la Nature. L'accumulation sans fin du capital, qui est le véritable moteur de son expansion, entraîne tout autant productivisme et gaspillage que crise et pénurie... Car c'est un mode de production qui fonctionne en aveugle, sur le très court terme.

Ainsi posée, la critique écologique peut s'intégrer à notre agitation quotidienne car elle permet de faire le lien entre les luttes sociales pour la défense des conditions de vie et de travail et les luttes contre la dégradation de l'environnement.

Il s'agit, dans ce cadre, d'ouvrir le débat sur nos réponses c'est-à-dire des réponses qui se situent du point de vue du monde du travail, face aux multiples aspects que prend aujourd'hui la crise écologique. Ces réponses restent à discuter mais, fondamentalement, elles ne peuvent que reposer sur des solutions collectives, sociales, qui impliquent une prise de contrôle démocratique des grands secteurs de l'économie... ce qui les oppose à toutes les prétendues solutions qui, ne se plaçant qu'au niveau des comportements individuels, reviennent à culpabiliser les plus pauvres, tout en masquant les véritables responsabilités sociales. C'est la déclinaison de notre slogan « *nos vies valent plus que leur profit !* », opposer les intérêts du monde du travail, dont la défense de son environnement de vie, à ceux d'une minorité de financiers et de spéculateurs.

Face à la crise climatique, la mise en œuvre des recommandations des scientifiques implique une réappropriation collective, une prise de contrôle démocratique de secteurs clés comme ceux du transport et de l'énergie, la remise en cause de la propriété privée qui est à la base de la logique du profit à court terme.

Nos réponses face à la crise écologique redonnent ainsi toute son actualité à l'idée d'une planification socialiste et démocratique... car c'est le seul cadre dans lequel peuvent être mises en œuvre à l'échelle planétaire les solutions que les scientifiques proposent pour réduire l'impact des activités humaines sur notre environnement.

Intégrer la question écologique implique de retrouver dans la critique marxiste du capitalisme ce qu'elle a de plus fondamental, de plus philosophique : la critique de l'aliénation et de la perversion des rapports entre l'Homme et la Nature.

C'est cela qui permettra de redonner aux idées socialistes tout leur contenu de contestation globale du système. Pousser la critique radicale du mode de production capitaliste jusqu'au bout implique d'y intégrer les causes de la crise écologique comme conséquences des contradictions du capitalisme mondialisé et nos réponses à cette crise qui passent par la remise en cause de la propriété privée des grands moyens de production et par leur réappropriation collective, base d'une planification démocratique de l'économie.

Le programme socialiste ainsi actualisé se définit comme une réponse globale à la crise du capitalisme, y compris la crise écologique, qui implique une transformation révolutionnaire de la société.

Bruno Bajou

[Au sommaire](#)